

MOZAMBIQUE : FICHE PAYS – MAI 2023



Catégorie OCDE (2017) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): CCC+/Caa2/CCC+

Monnaie locale : metical (MZN)/ Régime de change : flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

FORCES

- Amélioration du contexte sécuritaire et reprise des grands projets gaziers
- Importantes réserves gazières et minières (charbon, titane, pierres précieuses)
- Soutien de la communauté internationale
- Programme avec le FMI en cours

FAIBLESSES

- Pays surendetté et fragilisé par les intempéries climatiques fréquents
- Economie peu diversifiée
- Faible gouvernance
- Perception encore élevée de la corruption

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : Favorable.

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance atteint 4,1% en 2022 (+2,3% en 2021), tirée par le dynamisme du secteur des services dans un contexte d'assouplissement des mesures de restriction liées à la pandémie. Pour 2023, la croissance resterait dynamique à +5% et augmenterait encore plus en 2024 à près de 8%, favorisée par le développement de l'industrie du GNL. Le projet Coral Sul (Zone 4) d'ENI a commencé sa production en novembre 2022 et Total Energies a annoncé la reprise de ses activités dans le Nord du pays. Hors secteur gazier, l'activité resterait plus modérée. L'inflation élevée devrait continuer à pénaliser le pouvoir d'achat des ménages, tandis que le durcissement de la politique monétaire limiterait l'investissement privé local.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit public est resté important en 2022 à 5,2% du PIB (contre 3,6% en 2021), tiré par la hausse des dépenses publiques, salaires en particulier, prévue dans le cadre de la réforme du secteur de la fonction publique. Il devrait se réduire progressivement, favorisé par la hausse des recettes tirées de l'industrie naissante du GNL et qui constitueraient à terme, la principale source de revenus de l'Etat. Le ratio dette/PIB reste élevé à 104% en 2022, mais en baisse par rapport aux deux dernières années, favorisé par la hausse du PIB nominal et la réappréciation du metical (près de 80% de la dette publique est externe).
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit courant s'est creusé en 2022 (autour de 36% du PIB), tiré par l'impact ponctuel de l'importation de la plateforme GNL flottante de Coral Sul. Il devrait rester élevé à moyen terme compte tenu des besoins d'importations nécessaires au développement du secteur gazier. Après le défaut de paiement de 2017, le pays a réussi à restructurer son euro-obligation 2023 (en novembre 2019) et a signé un programme avec le FMI en mai 2022. Le soutien financier et technique du FMI devrait permettre au pays d'améliorer son profil emprunteur et d'assouplir en partie les contraintes de financement. Le metical est resté relativement stable depuis la mi-2021 grâce à la gestion de la banque centrale.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire présente un niveau de capitalisation satisfaisant à 26,7% en septembre 2022 (au-dessus du minimum réglementaire requis de 11%). Les prêts non performants sont par ailleurs en baisse à 9,2% (contre 10,6% en décembre 2021).

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : L'amélioration de la situation sécuritaire au nord du pays est un soulagement pour le gouvernement avec le retour des grands projets d'investissements dans le pays. Le parti au pouvoir, le Frelimo, dispose de la majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale et devrait remporter la plupart des autarcies lors des élections prévues en octobre 2023.
- **Climat des affaires** : les performances du Mozambique en matière de gouvernance restent globalement moins bonnes que celles des pays voisins. La perception de la corruption (142^{ème} sur 180 pays, selon Transparency international) resterait par ailleurs l'un des freins au développement des affaires dans ce pays.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Mozambique est très vulnérable au changement climatique, qui se traduit régulièrement par des intempéries climatiques, cyclones en particulier (Idai, Kenneth en 2019...). Signataire des accords de Paris, le pays s'est engagé à mener des actions pour lutter contre le réchauffement climatique via notamment l'augmentation de l'accès aux sources d'énergie renouvelables avec le soutien financier international.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

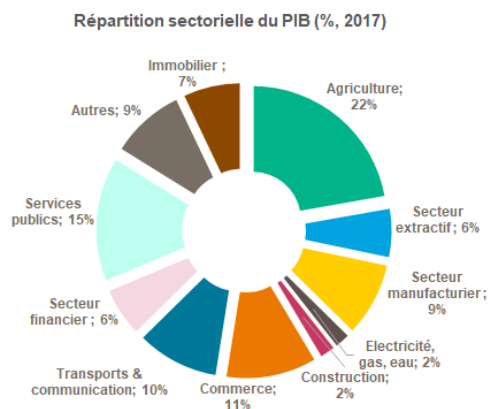
Principaux produits échangés		Principaux partenaires commerciaux + France					
Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)		Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)					
Exportations	Importations	Exportations	Importations				
Houilles; briquettes, énergie élé	44,1%	Pétrole	19,4%	India	21,5%	Afrique du Sud	27,7%
Aluminium	25,2%	Machines, appareils mécan.	10,8%	South Africa	18,8%	Italie	10,7%
Titane, niobium, tantale	6,1%	Céréales	7,1%	Netherlands	8,5%	Allemagne	8,3%
Tabacs	4,2%	Véhicules	6,9%	China	7,0%	Pakistan	7,9%
Pierres précieuses	2,5%	Machines, appareils élect.	5,9%	France(19eme)	0,7%	France (11ème)	1,7%

Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MOZAMBIQUE	2018	2019(p)	2020(p)	2021(p)	2022(p)	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	15	15	14	16	18	20	22
<i>Rang PIB mondial</i>	127	126	128	125	121	120	118
Population (Mns)	29,4	30,3	31,2	32,1	33,0	33,9	34,9
<i>Rang Population mondiale</i>	47	46	46	45	44	43	42
PIB / habitant (USD)	505	508	454	492	544	587	638
Croissance PIB (%)	3,4	2,3	-1,2	2,3	4,1	5,0	8,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,9	2,8	3,1	5,7	9,8	7,4	6,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	9,3	9,4	6,4	7,8	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	106,7	99,0	120,0	107,2	104,5	102,8	103,1
Solde public (% PIB)	-5,6	0,1	-5,4	-3,6	-5,2	-4,8	-3,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	12,1	10,3	10,4	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-30,3%	-19,1%	-27,3%	-22,8%	-36,0%	-13,3%	-34,6%
IDE (% du PIB)**	11,5%	22,2%	21,4%	32,3%	11,8%	18,5%	22,7%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	3,4	4,4	5,1	3,9	NA	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)*	126%	131%	148%	134%	117%	115%	115%
Dette extérieure CT (% PIB)*	8,3%	10,7%	12,9%	11,8%	10,9%	10,2%	9,6%
Taux de change***	60,3	62,55	NA	NA	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	23,79	28,78	25,89	26,19	26,7 ^D	NA	NA
Taux de NPL	11,12	10,16	9,83	10,6	9,28 ^D	NA	NA
ROE	29,8	24,9	18,7	25,17	25,36 ^D	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	179	175	177	178	NA	NA	179
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	NA	138	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	139	138	138	133	133	133	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	137	137	137	138	134	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources: FMI (Weo, avril 2023), *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters, a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch; D: données à septembre 2022





1. SITUATION ECONOMIQUE

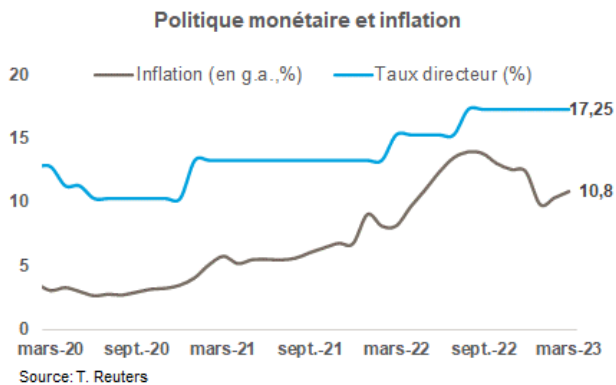
- **Hausse progressive de l'activité, tirée par le secteur gazier (GNL)**

La croissance a atteint **+4,1% en 2022 (contre +2,3% en 2021)**, tirée par le dynamisme du secteur des services dans un contexte d'assouplissement des mesures des restrictions liées à la pandémie.

Pour 2023, les perspectives de croissance restent positives, prévue à +5% et augmenterait encore plus en 2024, tirée par le secteur naissant du GNL. Le Mozambique disposerait en effet des 9^{èmes} réserves mondiales de gaz et attire, notamment depuis 2017-2018, des grands acteurs du secteur de l'énergie (Exxon Mobil, Eni, Total...) qui y mènent d'importants projets. Ainsi, **le projet Coral Sul (zone 4) d'ENI a commencé la production en novembre 2022** et une nouvelle installation serait envisagée par le groupe italien¹. De plus, Total Energies a annoncé la reprise de ses activités dans le Nord du pays² (GNL Area 1), suspendues en 2021 pour des raisons sécuritaires³.

L'activité non liée au secteur du GNL resterait en revanche plus difficile. L'inflation élevée devrait continuer à pénaliser le pouvoir d'achat des ménages, malgré la hausse du salaire minimum dans la fonction publique⁴. Le durcissement de la politique monétaire pourrait par ailleurs affecter les décisions d'investissement.

- **Durcissement de la politique monétaire**



Après une hausse du taux directeur (MIMO) de 300 pdb en 2021, **la banque centrale du Mozambique a encore réhaussé son taux de référence de 400 pdb en 2022 à 17,25%** afin de contrer les pressions inflationnistes. Elle a aussi procédé à une augmentation importante du coefficient de réserves obligatoires des banques à 28% (contre 10,5% précédemment).

L'inflation reste en effet élevée et au-dessus des 10% en g.a. depuis le mois de mai 2022, tirée notamment

¹ Source : <https://www.agenceecofin.com/gaz/2511-103286-mozambique-eni-interessee-par-l-installation-d-une-deuxieme-usine-flottante-de-gnl-apres-celle-de-coral-sul>

² [TotalEnergies peut reprendre ses activités dans le nord du Mozambique \(rfi.fr\)](https://www.rfi.fr/fr/actualites/20220310-total-energies-peut-reprendre-ses-activites-dans-le-nord-du-mozambique).

³ En avril 2021, Total a décidé de suspendre son projet de gaz naturel liquéfié de 20 Mds d'USD au Mozambique en raison de l'escalade récente de la violence dans la région Nord du pays.

par la hausse du prix des denrées alimentaires liée aux intempéries climatiques qui affectent le secteur agricole du pays, ainsi que la hausse du coût des transports, tirée par les prix du pétrole.

Malgré le ralentissement de l'inflation observé depuis le début de l'année, **la banque centrale a décidé de maintenir son taux directeur inchangé** lors de sa dernière réunion du mois d'avril. Elle estime en effet qu'au-delà des intempéries climatiques, la hausse prévue des dépenses publiques (salaires des fonctionnaires) et à venir (contexte électoral) devraient maintenir un niveau d'inflation élevé. Un assouplissement de la politique monétaire ne serait ainsi envisagé qu'à partir de 2024.

- **Un potentiel gazier important**

Le Mozambique disposerait des 9^{èmes} réserves de gaz au monde. D'importants gisements gaziers ont en effet été découverts en 2010-2013 dans le Nord du pays (5600 milliards de mètres cube) et divers projets d'exploitation du gaz naturel avaient alors été annoncés. Le retournement du prix des hydrocarbures en 2014 et l'insuffisance d'infrastructures de base ont pesé sur le développement du secteur gazier mozambicain. Depuis 2018, le pays attire à nouveau les grands acteurs mondiaux du secteur⁵. **Alors que la menace terroriste dans le nord du pays a paralysé des grands projets de construction depuis 2021**, dont celui de Total Energies, **l'amélioration du contexte sécuritaire devrait se traduire par une reprise des chantiers dès la mi-2023.** La poursuite des investissements dans ce secteur devrait à terme propulser le Mozambique au rang des principaux producteurs de gaz au monde.

- **Un secteur bancaire rentable et bien capitalisé**

La bancarisation au Mozambique reste encore faible, seule 31,2% de la population adulte disposerait d'un compte en banque en juin 2022. Le gouvernement a cependant fait voter une loi bancaire qui autorise les banques à ouvrir des comptes avec moins d'exigences formelles en matière de documentation (pour les personnes à faible revenu en particulier) et en réduisant également l'âge légal d'accès à un compte bancaire à 18 ans (contre 21 ans précédemment).

Le secteur bancaire demeure sain et bien capitalisé. La capitalisation des banques est satisfaisante à 26,7% en septembre 2022, soit un niveau au-dessus du minimum réglementaire requis de 11% et la rentabilité

⁴ Le gouvernement a en effet revu à la hausse sa « *tabela salarial unica* », une sorte de grille des salaires pour la fonction publique, dont le salaire minimum est passé à 8.758 meticals (environ 127 Euros), contre 4.689 meticals (près de 68 euros) précédemment.

⁵ En 2018, Exxon Mobil, Andarko et ENI avaient en effet annoncé des investissements dans le bassin du Rovuma et dans le gisement Coral, estimés à plus de 55 Mds d'USD. Projet de Total Energies, estimé à plus de 20 Mds d'USD.



des capitaux propres (ROE) atteint 25,3% (contre 25,1% en septembre 2021).

Les taux de prêts non performants (NPL) enregistrés par les banques est par ailleurs en baisse à 9,2% en septembre 2022 (contre 10,6% en décembre 2021).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit public devrait se résorber progressivement**

Le déficit public est resté important en 2022 à 5,2% du PIB (contre 3,6% en 2021), tiré par la hausse des dépenses publiques, en particulier l'augmentation des dépenses salariales. En effet, dans le cadre de la réforme de l'emploi et des rémunérations du secteur public, les dépenses salariales auraient augmenté de 2,5% du PIB, contre 0,8% du PIB prévus initialement par le gouvernement en 2022.

Pour 2023, le déficit devrait rester important, prévu à 4,8% du PIB, mais se réduirait progressivement à moyen terme. Les dépenses publiques devraient en effet se réduire, tirées notamment par la baisse prévue de la masse salariale (remplacement de 1 fonctionnaire sur 3 sur la période 2024 et 2025), tandis que les recettes fiscales devraient augmenter tirées par la production croissante du GNL, l'élimination prévue des exonérations de la TVA, ainsi que la hausse prévue des recettes tirées de l'impôt sur les revenus.

La résorption progressive du déficit devrait ainsi favoriser la diminution de la dette publique à moyen terme. A noter par ailleurs que le FMI et la Banque Mondiale ont apporté un soutien financier au pays en 2022⁶ et ce, pour la première fois depuis 2016 lorsque les donateurs internationaux avaient suspendu leur soutien budgétaire au pays à la suite de la découverte de la dette cachée⁷. Ce soutien devrait permettre au gouvernement de financer une partie de son déficit, sans avoir un recours plus important à la dette sur le marché. Le programme avec le FMI devrait aussi permettre au pays d'améliorer, via le soutien financier et technique, la viabilité de sa dette publique.

- **Une dette publique élevée et externe majoritairement**

Le Mozambique fait partie des 5 pays d'Afrique sub-saharienne (avec l'Erythrée, le Cap Vert, la République du Congo et la Zambie) aux ratios dette/PIB les plus élevés de cette région. A 104% du PIB en 2022, il pourrait baisser à plus moyen terme avec la hausse des recettes en provenance de l'industrie naissante du GNL qui constituera à terme, la principale source de revenus de l'Etat.

⁶ En mai 2022, le FMI a approuvé une facilité élargie de crédit de 450 M USD sur 3 ans et la Banque Mondiale a approuvé une subvention de 300 M USD.

⁷ Le scandale de la dette cachée remonte à avril 2016 et porte sur cinq emprunts qui auraient été illégalement contractés auprès de la banque russe VTB et du Crédit Suisse par 3 entreprises du pays PROINDICUS, MAM (1,4 Mds d'USD environ, soit 11% du PIB en 2015) et EMATUM (850 millions d'USD) en 2013-2014. Ces prêts

L'exposition du gouvernement au risque de change demeure cependant importante. La dette libellée en devises est en effet estimée à près de 80% du stock total de 2021, mais reste encore majoritairement détenue par les créanciers multi et bilatéraux aux conditions plus favorables que sur le marché. (Cf. Position Extérieure).

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un déficit courant qui restera élevé**

Le déficit courant de Mozambique est parmi les plus élevés d'Afrique sub-saharienne, tiré par la forte progression des importations en lien avec le développement des grands projets énergétiques et miniers.

En 2022, le déficit courant s'est creusé autour de 36% du PIB (contre 22,8% du PIB en 2021), tiré par l'impact ponctuel de l'importation de la plateforme GNL flottante de Coral Sul. Celui-ci devrait diminuer en 2023 avant de se creuser à nouveau en 2024 avec la reprise prévue du chantier de Total Energies (Area 1). A noter toutefois que ces grands projets de construction ne représentent pas un risque pour les comptes extérieurs du pays puisqu'ils sont majoritairement financés par les investissements directs étrangers (IDE) et les crédits commerciaux.

Hors grands projets gaziers, dont les premières exportations de GNL de Coral Sul ont eu lieu en novembre dernier, les exportations traditionnelles des biens sont en hausse de +49,1% à 2,2 Mds d'USD au T3 2022 comparée à la même période en 2021. Les exportations de charbon, de gaz naturel, d'aluminium ont en effet bénéficié de la hausse des prix. L'Inde demeure par ailleurs le premier client du pays et a absorbé 21,6% du total des exportations du pays sur la période.

- **Des contraintes de financement assouplies grâce à l'accord avec le FMI**

La dette externe publique est estimée à 82,8% du PIB en 2021⁸. Elle est encore majoritairement détenue par les créanciers multilatéraux et bilatéraux (environ 72% du total). La part de la dette publique détenue par les créanciers privés s'élèverait à 28% du total.

Après le défaut de paiement de 2017, le pays a réussi à restructurer deux ans plus tard (novembre 2019) son euro-obligation 2023 de 727 M USD lui permettant de sortir de la catégorie défaut auprès des agences de notation. L'accord obtenu avec le FMI en 2022 devrait par ailleurs permettre d'améliorer le profil emprunteur du pays et d'assouplir les contraintes de financement. Les amortissements de la dette externe s'élèveraient à 2,6% du PIB en 2023 et à 2,4% du PIB

avaient alors bénéficié de la garantie souveraine considérée illégale, puisque la Constitution du pays impose une autorisation du Parlement qui n'avait pas été consulté. Les garanties accordées illégalement brisaient d'ailleurs le plafond des garanties de prêt établies par les lois budgétaires de 2013 et 2014. Ce scandale a conduit au gel des aides internationales à destination du Mozambique, dont l'arrêt du programme du FMI qui était alors en cours dans ce pays.

⁸ Source FMI: Country Report No. 2022/358 (décembre 2022).

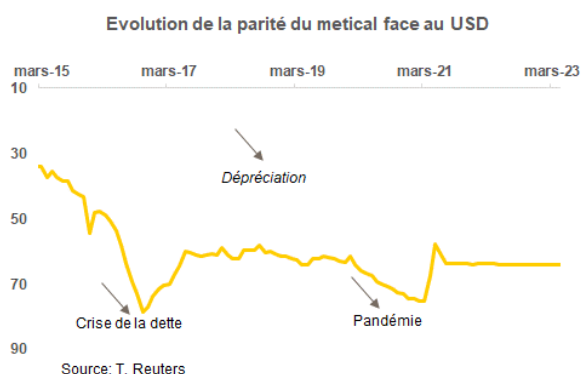


en 2024 et seraient en effet principalement couverts par les décaissements auprès des créanciers multilatéraux, du FMI en particulier. **A noter cependant que le risque de refinancement persisterait**, compte tenu de la **baisse de l'appétit du marché domestique** pour les titres d'Etat et du **coût élevé d'émission sur le marché obligataire**.

La durée de vie moyenne de la dette reste en revanche longue à **10,2 ans en 2022**, mais en baisse par rapport à 2016 (avant défaut) qui était de 13,5 ans. De plus, **les amortissements de l'Eurobond ne commencent qu'à partir de 2028** (près de 225 MUSD/an jusqu'en 2031) **réduisant ainsi le risque de refinancement à court terme**.

- **Vers un renforcement du metical face au dollar à plus moyen terme**

Depuis la chute du metical face au dollar en 2016, suite au scandale de la dette cachée et de la crise de confiance qui s'y est installée, **la monnaie locale n'a jamais retrouvé son niveau d'avant crise de la dette**. En 2020, elle s'est encore dépréciée, mais plus faiblement qu'en 2016. Depuis, la monnaie a eu tendance à se réapprécier et est ensuite restée globalement stable en s'échangeant en moyenne à **près de 64 meticals pour 1 USD jusqu'en mars 2023**, grâce à la gestion de la banque centrale sur le marché du change.



Le déficit du solde courant, toujours élevé, continuerait de peser sur l'évolution de la monnaie. Mais à mesure que les exportations de GNL progresseront, la monnaie devrait se renforcer face au dollar.

A ce stade toutefois, les marges de manœuvre de la banque centrale pour soutenir la monnaie semblent plus réduites en cas de choc important. Les réserves de change sont en baisse, estimées à 2,6 Mds d'USD en septembre 2022 (contre 3,5 Mds d'USD en décembre 2021), mais demeurent encore satisfaisantes à 3,4 mois d'importations.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Un contexte sécuritaire en amélioration**

Depuis 2017, le Mozambique a été confronté à l'insurrection islamiste dans le nord du pays (région riche en gaz). Afin de contenir la menace terroriste au sein de la région, mais aussi d'assurer la poursuite du développement du secteur gazier, **près de 3.000 soldats de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC), ainsi qu'environ 2.500 soldats et policiers rwandais ont été déployés au Nord du Mozambique**.

Des progrès ont été accomplis, **plusieurs territoires et routes stratégiques ont été repris par les forces de sécurité, mais les insurgés semblent s'être propagés vers le sud** du pays pour éviter d'être capturés et **certaines attaques se poursuivraient par ailleurs**.

En février 2023, Total Energies a procédé à une évaluation de la situation sécuritaire à Cabo Delgado pour déterminer si les activités de construction de son site, suspendues en 2021, pourraient reprendre. **Fin avril, le groupe a annoncé la reprise de ses activités⁹**. La sécurité autour de la zone du site devrait être prioritaire par rapport au reste de la province.

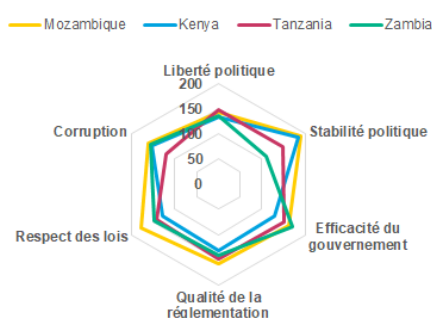
Sur le plan politique, le parti au pouvoir (Frelimo) dispose de la majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale et conserve sa position de favori pour remporter les prochaines élections d'autarcies en octobre 2023 et les générales de 2024. Le président sortant Filipe Nyusi, se préparerait d'ailleurs à entrer en lice pour un troisième mandat (bien que non prévu par la constitution du pays). Le principal parti de l'opposition, le Renamo, demeure fragmenté et disposerait de peu de pouvoir sur la scène politique.

Sur le plan social, le Mozambique fait encore partie des pays les plus pauvres et dont l'espérance de vie à la naissance est encore très faible à 58 ans. **Le gouvernement a cependant mis en place des mesures pour tenter de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie de la population, dont un programme de protection sociale avec une allocation budgétaire prévue à 0,5% du PIB**.

- **Niveau de gouvernance encore faible**

Les performances du Mozambique en matière de gouvernance sont globalement moins bonnes que celles des pays voisins. La corruption, le respect des lois, ainsi que la stabilité politique pèsent dans le climat des affaires local et affectent la confiance des investisseurs.

Indicateurs Banque mondiale 2021, Rang (214 pays)



⁹ [TotalEnergies peut reprendre ses activités dans le nord du Mozambique \(rfi.fr\)](https://www.rfi.fr/fr/actualites/20230425-total-energies-mozambique)

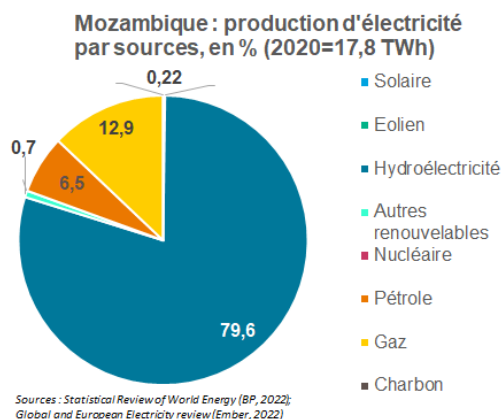


5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Mozambique subi de plein fouet les effets du changement climatique qui se traduisent par des intempéries climatiques (ouragans, sécheresse, tempêtes) de plus en plus fréquents. **Le pays reste très vulnérable aux aléas climatiques** compte tenu du manque d'infrastructures, de moyens logistiques et de capacité financière de l'Etat pour les surmonter.

Le Mozambique est signataire des accords de Paris et s'est engagé à mener des actions en faveur du climat, notamment via l'augmentation de l'accès aux sources d'énergie renouvelables, sous réserve notamment d'un soutien de la communauté internationale.

A noter que le mix électrique du pays est déjà très renouvelable puisque la part de l'hydroélectricité atteint près de 80% de la production électrique du pays (Cf. graphique ci-dessous).





DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et risques pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi	Responsable / <i>Global trends, Pays développés, pétrole</i>	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.